

N°826

05 Nov. 2020
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Une société unie et fraternelle

L'école publique et laïque n'est pas faite que pour apprendre à lire, écrire et compter. C'est un lieu où toutes et tous accèdent au savoir, à la culture et à la réflexion et ce quelque soit son origine. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre par cœur des textes et des maximes. Il s'agit de donner, à tous les jeunes, les moyens de maîtriser leur avenir. Il s'agit d'apprendre à développer leur esprit critique et leur propre réflexion. C'est la condition, sine qua non, pour devenir citoyen et faire vivre la démocratie dans son pays, dans le monde et ce dans le respect de chaque individu et de ses croyances personnelles.

C'est en ces valeurs que des professeurs, tel que Samuel Paty, croient et c'est pour cela qu'ils font ce métier. S'attaquer à l'un d'entre eux, c'est s'attaquer à toutes celles et ceux qui portent une République unie et fraternelle, diverse et respectueuse, éclairée et apte au débat démocratique. L'intégrisme, quel qu'en soit la religion, ne peut qu'aboutir à l'obscurantisme et au recul de la démocratie.

Parce que c'est le devenir même de la République et de notre Nation qui est en jeu, et avec elles une part de celui du monde, que nous appelons l'ensemble des citoyens à réfléchir et débattre sur la nécessité d'une Ecole Publique et laïque forte, formant des citoyens libres et égaux entre eux, accessible à toutes et à tous, en tout point du territoire.



Branche Poste

Professionnellement engagés, socialement responsables !

Alors que l'épidémie de coronavirus est bien loin de se terminer, les suppressions de postes et les licenciements se multiplient, la liste des plans sociaux s'allonge régulièrement. En outre, l'Ubérisation a fait une entrée fracassante, aux antipodes du salariat classique.

A cela s'ajoute les conséquences d'une crise écologique plus globale face à l'effondrement de la biodiversité. Certains effets sont d'ores et déjà irréversibles et démontrent que notre santé est directement liée au maintien et au bon fonctionnement des écosystèmes.

Le futur plan stratégique du Groupe La Poste, « La Poste 2030 », a pour objectif de tourner les statuts de l'entreprise vers une SA à missions.

Pour la CGT, il est urgent de rompre avec les logiques de rentabilité financière ce qui permettra de prendre en compte la dimension économique, sociale et environnementale !

No limits ?

Alors que le taux d'encadrement ne cesse de diminuer, que les Responsables d'Equipe sont remplacés par des Responsables Opérationnels qui assurent allégrement plus de 50% de tâches d'exécution, que la mise en place d'équipes autonomes ou autoportées n'a d'autre objectif que de supprimer des positions d'encadrement, les cadres courriers sont à nouveau mis à contribution, sitôt la période estivale terminée, pour mettre en place et expliquer des réorganisations dont l'essence reste la productivité et qui impactent leurs propres conditions de travail et dégradent un peu plus la qualité de service.

Pour l'Union Fédérale des Cadres de la FAPT-CGT il y a urgence à renforcer l'encadrement de proximité, à reconnaître ses qualifications et compétences au travers de réelles revalorisations salariales et à promouvoir un vrai service public de qualité.

Branche Télécoms

Maîtriser nos activités !

Satisfaire les marchés financiers via les dividendes (soit un milliard d'€ d'économies sur le dos des salariés), raison d'être d'Orange ?

La crise sanitaire bouleverse toutes les prévisions stratégiques sauf celles d'Orange et de son plan « Engage 2025 » ou plutôt « Dégage 2025 » !

La CGT dénonce les restructurations qui consistent toutes à réduire les effectifs (-11% et -8.400 ETP d'ici 2022) et flexibiliser encore le personnel restant, en externalisant et digitalisant toujours plus.

La CGT exige un plan d'embauches ambitieux de jeunes, le remplacement de tous les départs, la ré-internalisation des activités/emplois sous-traités, omniprésents dans les centres d'appels et l'intervention client : ainsi la construction du réseau FTTH et des installations clients sont sous-traitées à près de 100%.

Le Handicap n'est pas un affichage !

Orange compte 5000 salariés en situation de handicap répondant ainsi au taux légal du 6% d'emplois, dont 56% ont plus de 55ans !

Des négociations triennales se sont ouvertes avec des propositions de la direction en deçà des accords précédents: pas de lisibilité budgétaire, des données non chiffrées, pas de continuité du TSPH dans les conditions actuelles, pas de moyens pour lutter contre les discriminations etc. La CGT propose un recrutement à hauteur de 3,4% ou a minima de 150 CDI, de 360 alternants, la création de cursus de professionnalisation spécifiques, le renforcement des correspondants handicap et de la Mission Insertion Handicap, des formations de sensibilisation pour les managers et les salariés, un plan de fin de carrière adapté, un plan de préventions et d'actions contre les discriminations, la mise en œuvre du manifeste signé le 3 octobre 2019 par S. Richard.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications **CGT**

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

L'aveuglement

Le gouvernement ne veut pas lâcher sa « réforme » de l'assurance chômage. Même pendant la pandémie, les réformes libérales doivent être menées. Quel aveuglement !

L'Unedic prévoit, au bas mot, 400 000 chômeurs supplémentaires fin 2021, et un déficit augmenté de 10 à 15 Mds d'€ en raison de la prise en charge d'une partie de l'activité partielle.

Le gouvernement a donné des dizaines de Mds d'€ aux grandes entreprises sans contrepartie, et il veut maintenir 1,5 Mds d'€ d'économies sur les prestations d'assurance chômage.

Ce sont donc les privés d'emploi, les précaires, les jeunes et les cadres qui vont payer la facture et pas ceux qui ont profité de la crise !

Il y a unanimité syndicale pour le retrait définitif de cette réforme, que fait Macron ... il persiste !

Santé

Voyager à vue

Après 55 jours de privation de libertés et de vie sociale, il faut recommencer, mais pour réellement combien de temps ?

Le gouvernement est dépassé par les événements et ce que nous vivons est la conséquence d'une gestion à la petite semaine de la crise sanitaire, et notamment en ce qui concerne la gestion des moyens alloués au secteur de la santé et du médico-social.

C'est scandaleux d'affirmer que la situation est plus grave et prévoir une protection plus faible, en décidant de maintenir une activité économique plus forte et ciblée au profit d'intérêts financiers et au détriment des vies humaines.

Le président portera la responsabilité de cette situation, et devra rendre des comptes. Les militants de La CGT sont présents pour agir et répondre aux besoins des personnels.

Préservez nos données santé

La loi santé, juillet 2019, a remplacé le Système National des Données de Santé (SNDS) par la plateforme Health Data Hub (HDH), création validée en avril dernier pour répondre aux besoins de la crise sanitaire et dont l'hébergement a été confié à Microsoft.

Des associations, inquiètes de voir des données sensibles aux mains d'intérêts privés et soumises aux lois américaines ont saisi le Conseil d'État pour suspendre HDH.

Le 13 octobre dernier, le Conseil d'État a refusé cette suspension, tout en estimant que l'accès à ces données ne peut être exigé par les USA, leur protection doit donc être renforcée.

Mais pour la CNIL, le choix de Microsoft est incompatible avec les exigences de la Cour de Justice Européenne sur la protection de la vie privée. Enfin, le ministère de la Santé n'a pas lancé d'appel d'offres au niveau européen, ce qu'il devrait faire prochainement.

International

Elles et Ils luttent et s'appellent...

L'organisation syndicale étant criminalisée en Iran, Djafar AZIMZADEH, dirigeant de l'Union libre des travailleurs d'Iran, après 6 ans de prison, a été transféré affaibli en cellule isolée suite à des grèves de la faim et à sa contamination au Covid19.

Esmail ABDI et Mohammad HABIBI, syndicalistes enseignants et 3 membres de l'Association des écrivains iraniens, Baktash ABTIN, Reza KHANDAN et Keyvan BAJAN sont aussi emprisonnés. Nasrin SOUDEH, avocate, condamnée à 12 ans de prison pour avoir défendu une jeune iranienne opposée au port du voile, après un bref passage en soin intensif, est de nouveau incarcérée. Les prisons iraniennes surpeuplées et insalubres favorisent la propagation de la covid19 et limitent l'accès aux soins. La CGT, avec d'autres organisations syndicales, exige la libération des prisonniers d'opinion, syndicalistes et écrivains, et demande que tous les prisonniers iraniens aient accès aux soins.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Toute honte bue

La pandémie est là et le gouvernement projette de faire 800 M€ d'économies sur les hôpitaux en mettant en place un « forfait » pour les passages aux urgences sans hospitalisation, ceci impactant environ 80% des patients.

Au lieu de développer la médecine de ville pour qu'elle réponde aux besoins de proximité des patients, ce gouvernement préfère s'attaquer aux plus faibles et aux malades.

Pour les français sans complémentaire santé, par manque de ressource, c'est scandaleux. Après avoir fermé des hôpitaux, Macron va plus loin en leur refusant l'accès aux soins.

C'est pourquoi, pour la CGT « le gouvernement doit renoncer à ce projet scandaleux ».

C'est le sens de la pétition lancée par la CGT: <https://www.cgt.fr/petition/non-au-forfait-urgences>

Luttes

Marche unitaire pour l'emploi.

2000 manifestants se sont rassemblés, le 15 octobre dernier, pour une Marche pour l'Emploi à Roissy, pour dire non aux plans sociaux, pour la mise en place d'un statut du travailleur aéroportuaire de Roissy, pour la nationalisation d'Air France et d'ADP, la suppression des versements de dividendes pour 2019 et 2020 et l'organisation d'une table ronde sur l'avenir de la zone portuaire de Roissy.

Car le secteur de l'aviation civile et de la construction aéronautique, c'est 4.1% du PIB, 1 142 000 emplois directs et indirects et le positionnement de la France, 1^{ère} destination touristique mondiale.

Parce que le besoin est venue de partager et d'enrichir le débat, une plateforme revendicative est lancée pour une mobilisation collective accrue sur ces sujets afin de relever les défis en matière de transitions sociales et environnementales.

Rouge, noir, impair, rien ne va plus !

Non content d'avoir cumulé les allègements fiscaux (comme le CICE), activité partielle, dégageant ainsi des bénéfices phénoménaux, le groupe Barrière souhaite se servir de la négociation sur l'activité partielle pour y intégrer les modalités de licenciements économiques !

Pire, sans vergogne, il n'hésite pas à brandir menaces et chantages en voulant dénoncer l'accord de droit syndical s'il n'obtient pas une signature majoritaire, tout en voulant, parallèlement, mener une négociation sur un Accord de Performance Collective.

La conception du dialogue social dans le groupe Barrière repose sur un choix entre deux modes de régression sociale : licenciements ou perte d'acquis.

Un dialogue social où le groupe en sortirait seul gagnant en sacrifiant une fois de plus les salariés sur l'autel des bénéfices. Mais c'est sans compter sur la CGT qui mobilise l'ensemble des personnels.

Égalité

La Pologne est une Femme libre

Depuis 1993, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en Pologne était autorisée dans 3 cas: grossesse résultant d'un viol ou d'un inceste, menace pour la santé de la femme enceinte, fœtus atteint d'une malformation grave et irréversible.

Les juges constitutionnels ont invalidé cette dernière qu'ils ont qualifié de "pratique eugénique portant atteinte à la dignité humaine des enfants non encore nés" suite à une requête déposée par le parti Droit et justice (PIS) parti national conservateur. La conséquence serait une augmentation du nombre d'avortements clandestins, déjà particulièrement nombreux.

De plus, la Pologne est un des pays où l'accès à la contraception est le plus difficile, loin de s'épuiser, les manifestations quotidiennes se multiplient dans toutes les villes et le mouvement s'étend à d'autres revendications et réclame notamment la démission du gouvernement.